

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

共和國總統府

Decreto do Presidente da República n.º 31/98

共和國總統令 第31/98號

de 14 de Julho

七月十四日

Nos termos e para os efeitos previstos no artigo 3.º, n.ºs 2 e 3, e nos artigos 69.º e 70.º do Estatuto Orgânico de Macau, decreto a aplicação ao território de Macau da Convenção Relativa à Luta contra a Discriminação no Campo do Ensino, aprovada pelo Decreto do Governo n.º 112/80, de 23 de Outubro, cujo texto foi publicado no *Diário da República*, 1.ª série, n.º 246, de 23 de Outubro de 1980, nos mesmos termos em que a República Portuguesa a ela se encontra internacionalmente vinculada.

Para publicação no *Boletim Oficial* de Macau, em conjunto com os referidos decreto de aprovação e texto da Convenção.

Assinado em 2 de Julho de 1998.

Publique-se.

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

(D.R. n.º 160, I Série-A, de 14 de Julho de 1998)

根據《澳門組織章程》第三條第二款及第三款、第六十九條及第七十條之規定，並為該等條文所定之效力，本人命令將《取締教育歧視公約》在澳門地區按照葡萄牙共和國在國際上受該公約約束之相同規定適用；該公約係經十月二十三日第112/80號政府命令通過，且文本已公布於一九八零年十月二十三日第二百四十六期《共和國公報》第一組。

將本總統令連同上述通過公約之命令及公約之文本公布於《澳門政府公報》。

一九九八年七月二日簽署。

命令公布。

共和國總統 沈拜奧

(一九九八年七月十四日第160期《共和國公報》第一組—A)

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

外交部

Decreto n.º 112/80

命令 第112/80號

de 23 de Outubro

十月二十三日

O Governo decreta, nos termos da alínea c) do artigo 200.º da Constituição, o seguinte:

É aprovada a Convenção Relativa à Luta contra a Discriminação no Campo do Ensino, adoptada em Paris, em 14 de Dezembro de 1960, cujo texto em francês e respectiva tradução em português seguem em anexo ao presente decreto.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 17 de Setembro de 1980.

Assinado em 1 de Outubro de 1980.

Publique-se.

O Presidente da República, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

(D.R. n.º 246, I Série, de 23 de Outubro de 1980)

政府根據《憲法》第二百條c項之規定，命令如下：

通過於一九六零年十二月十四日在巴黎議定之《取締教育歧視公約》；該公約之法文文本及葡文譯本附於本命令。

一九八零年九月十七日於部長會議內檢閱及通過。

一九八零年十月一日簽署。

命令公布。

共和國總統 恩尼斯

(一九八〇年十月二十三日第246期《共和國公報》第一組)

Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée par la Conférence générale à sa onzième session, Paris, 14 décembre 1960.

Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 14 novembre au 15 décembre 1960, en sa onzième session,

Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme affirme le principe de la non-discrimination et proclame le droit de toute personne à l'éducation,

Considérant que la discrimination dans le domaine de l'enseignement constitue une violation de droits énoncés dans cette déclaration,

Considérant qu'aux termes de son Acte constitutif, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture se propose d'instituer la collaboration des nations afin d'assurer pour tous le respect universel des droits de l'homme et une chance égale d'éducation,

Consciente qu'il incombe en conséquence à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, dans le respect de la diversité des systèmes nationaux d'éducation, non seulement de proscrire toute discrimination en matière d'enseignement mais également de promouvoir l'égalité de chance et de traitement pour toutes personnes dans ce domaine,

Étant saisie de propositions concernant les différents aspects de la discrimination dans l'enseignement, question qui constitue le point 17.1.4 de l'ordre du jour de la session,

Après avoir décidé, lors de sa dixième session, que cette question ferait l'objet d'une convention internationale ainsi que de recommandations aux États membres,

Adopte, ce quatorzième jour de décembre 1960, la présente convention.

ARTICLE PREMIER

1 — Aux fins de la présente Convention, le terme «discrimination» comprend toute distinction, exclusion, limitation ou préférence qui, fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la condition économique ou la naissance, a pour objet ou pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de traitement en matière d'enseignement et, notamment:

- a) D'écarter une personne ou un groupe de l'accès aux divers types ou degrés d'enseignement;
- b) De limiter à un niveau inférieur l'éducation d'une personne ou d'un groupe;
- c) Sous réserve de ce qui est dit à l'article 2 de la présente convention, d'instituer ou de maintenir des systèmes ou des établissements d'enseignement séparés pour des personnes ou des groupes; ou
- d) De placer une personne ou un groupe dans une situation incompatible avec la dignité de l'homme.

2 — Aux fins de la présente Convention, le mot «enseignement» vise les divers types et les différents degrés de l'enseignement et recouvre l'accès à l'enseignement, son niveau et sa qualité, de même que les conditions dans lesquelles il est dispensé.

ARTICLE 2

Lorsqu'elles sont admises par l'État, les situations suivantes ne sont pas considérées comme constituant des discriminations au sens de l'article premier de la présente Convention:

- a) La création ou le maintien de systèmes ou d'établissements d'enseignement séparés pour les élèves des deux sexes, lorsque ces systèmes ou établissements présentent des facilités d'accès à l'enseignement équivalentes, disposent d'un personnel enseignant possédant des qualifications de même ordre, ainsi que de locaux scolaires, et d'un équipement de même qualité, et permettent de suivre les mêmes programmes d'études ou des programmes d'études équivalents;
- b) La création ou le maintien, pour des motifs d'ordre religieux ou linguistique, de systèmes ou d'établissements séparés dispensant un enseignement qui correspond au choix des parents ou tuteurs légaux des élèves, si l'adhésion à ces systèmes ou la fréquentation de ces éta-

blissements demeure facultative et si l'enseignement dispensé est conforme aux normes qui peuvent avoir été prescrites ou approuvées par les autorités compétentes, en particulier pour l'enseignement du même degré;

- c) La création ou le maintien d'établissements d'enseignement privés, si ces établissements ont pour objet non d'assurer l'exclusion d'un groupe quelconque mais d'ajouter aux possibilités d'enseignement qu'offrent les pouvoirs publics, si leur fonctionnement répond à cet objet et si l'enseignement dispensé est conforme aux normes qui peuvent avoir été prescrites ou approuvées par les autorités compétentes, en particulier pour l'enseignement du même degré.

ARTICLE 3

Aux fins d'éliminer et de prévenir toute discrimination au sens de la présente Convention, les États qui y sont parties s'engagent à:

- a) Abroger toutes dispositions législatives et administratives et à faire cesser toutes pratiques administratives qui comporteraient une discrimination dans le domaine de l'enseignement;
- b) Prendre les mesures nécessaires, au besoin par la voie législative, pour qu'il ne soit fait aucune discrimination dans l'admission des élèves dans les établissements d'enseignement;
- c) N'admettre, en ce qui concerne les frais de scolarité, l'attribution de bourses et toute autre forme d'aide aux élèves, l'octroi des autorisations et facilités qui peuvent être nécessaires pour la poursuite des études à l'étranger, aucune différence de traitement entre nationaux par les pouvoirs publics, sauf celles fondées sur le mérite ou les besoins;
- d) N'admettre, dans l'aide éventuellement fournie, sous quelque forme que ce soit, par les autorités publiques aux établissements d'enseignement, aucune préférence ni restriction fondées uniquement sur le fait que les élèves appartiennent à un groupe déterminé;
- e) Accorder aux ressortissants étrangers résidant sur leur territoire le même accès à l'enseignement qu'à leurs propres nationaux.

ARTICLE 4

Les États parties à la présente Convention s'engagent en outre à formuler, à développer et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité de chance et de traitement en matière d'enseignement, et notamment à:

- a) Rendre obligatoire et gratuit l'enseignement primaire; généraliser et rendre accessible à tous l'enseignement secondaire sous ses diverses formes; rendre accessible à tous, en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, l'enseignement supérieur; assurer l'exécution par tous de l'obligation scolaire prescrite par la loi;
- b) Assurer dans tous les établissements publics de même degré un enseignement de même niveau et des conditions équivalentes en ce qui concerne la qualité de l'enseignement dispensé;

- c) Encourager et intensifier par des méthodes appropriées l'éducation des personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue jusqu'à son terme et leur permettre de poursuivre leurs études en fonction de leurs aptitudes;
- d) Assurer sans discrimination la préparation à la profession enseignante.

ARTICLE 5

1 — Les États parties à la présente Convention conviennent:

- a) Que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et qu'elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix;
- b) Qu'il importe de respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux: 1.º de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minimums qui peuvent être prescrites ou approuvées par les autorités compétentes, et 2.º de faire assurer, selon les modalités d'application propres à la législation de chaque État, l'éducation religieuse et morale des enfants conformément à leurs propres convictions, qu'en outre, aucune personne ni aucun groupe ne devraient être contraints de recevoir une instruction religieuse incompatible avec leurs convictions;
- c) Qu'il importe de reconnaître aux membres des minorités nationales le droit d'exercer des activités éducatives qui leur soient propres, y compris la gestion d'écoles et, selon la politique de chaque État en matière d'éducation, l'emploi ou l'enseignement de leur propre langue, à condition toutefois:
 - i) Que ce droit ne soit pas exercé d'une manière qui empêche les membres des minorités de comprendre la culture et la langue de l'ensemble de la collectivité et de prendre part à ses activités ou qui compromette la souveraineté nationale;
 - ii) Que le niveau de l'enseignement dans ces écoles ne soit pas inférieur au niveau général prescrit ou approuvé par les autorités compétentes; et
 - iii) Que la fréquentation de ces écoles soit facultative.

2 — Les États parties à la présente Convention s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application des principes énoncés au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 6

Dans l'application de la présente Convention, les États qui y sont parties s'engagent à accorder la plus grande attention aux recommandations que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pourra adopter en vue de définir les mesures à prendre pour lutter contre les divers aspects de la discrimination dans l'enseignement et assurer l'égalité de chance et de traitement.

ARTICLE 7

Les États parties à la présente Convention devront indiquer dans des rapports périodiques qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la présente Convention, y compris celles prises pour formuler et développer la politique nationale définie à l'article 4, ainsi que les résultats obtenus et les obstacles rencontrés dans sa mise en oeuvre.

ARTICLE 8

Tout différend entre deux ou plusieurs États parties à la présente Convention touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui n'aura pas été réglé par voie de négociations sera porté, à la requête des parties au différend, devant la Cour internationale de justice pour qu'elle statue à son sujet, à défaut d'autre procédure de solution du différend.

ARTICLE 9

Il ne sera admis aucune réserve à la présente Convention.

ARTICLE 10

La présente Convention n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits dont peuvent jouir des individus ou des groupes en vertu d'accords conclus entre deux ou plusieurs États, à condition que ces droits ne soient contraires ni à la lettre, ni à l'esprit de la présente Convention.

ARTICLE 11

La présente Convention est établie en anglais, en espagnol, en français et en russe, les quatre textes faisant également foi.

ARTICLE 12

1 — La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des États membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2 — Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 13

1 — La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture invité à y adhérer par le Conseil exécutif de l'Organisation.

2 — L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 14

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des États qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre État trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

ARTICLE 15

Les États parties à la présente Convention reconnaissent que celle-ci est applicable non seulement à leur territoire métropolitain, mais aussi à tous les territoires non autonomes, sous tutelle, coloniaux et autres dont ils assurent les relations internationales: ils s'engagent à consulter, si nécessaire, les gouvernements ou autres autorités compétentes desdits territoires, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou auparavant, en vue d'obtenir l'application de la Convention à ces territoires, ainsi qu'à notifier au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture les territoires auxquels la Convention s'appliquera, cette notification devant prendre effet trois mois après la date de sa réception.

ARTICLE 16

1 — Chacun des États parties à la présente Convention aura faculté de dénoncer la présente Convention en son nom propre ou au nom de tout territoire dont il assure les relations internationales.

2 — La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3 — La dénonciation prendra effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation.

ARTICLE 17

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les États membres de l'Organisation, les États non membres visés à l'article 13, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 12 et 13, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles 15 et 16.

ARTICLE 18

1 — La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les États qui deviendront parties à la convention portant révision.

2 — Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention, et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

ARTICLE 19

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, le 15 décembre 1960, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa onzième session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et dont les copies certifiées conforme seront remises à tous les États visés aux articles 12 et 13 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Le texte qui précède est le texte authentique de la Convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa onzième session, qui s'est tenue à Paris et qui a été déclarée close le quinzième jour de décembre 1960.

En foi de quoi ont apposé leur signature, ce quinzième jour de décembre 1960.

Le Président de la Conférence générale:

Akale-Work Abte-Wold.

Le Directeur général:

Vittorino Veronese.

Copie certifiée conforme.

Paris,

Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Convenção Relativa à Luta contra a Discriminação no Campo do Ensino, adoptada pela Conferência Geral na sua 11.ª sessão, Paris, 14 de Dezembro de 1960.

Convenção Relativa à Luta contra a Discriminação no Campo do Ensino

A Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, na sua 11.ª sessão, reunida em Paris de 14 de Novembro a 15 de Dezembro de 1960;

Lembrando que a Declaração Universal de Direitos Humanos afirma o princípio de não discriminação e proclama o direito de todas as pessoas à educação;

Considerando que a discriminação no campo de educação constitui uma violação de direitos enunciados na referida Declaração;

Considerando que, nos termos da sua Constituição, a Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura propõe estabelecer a cooperação entre as nações a fim de assegurar

o respeito universal dos direitos humanos e igualdade de possibilidades de educação;

Conscientes de que, em consequência, incumbe à Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, com o devido respeito à diversidade dos sistemas nacionais de educação, prescrever não só todas as discriminações no domínio de ensino como também promover a igualdade de oportunidades e tratamento a todas as pessoas neste campo;

Tendo recebido propostas sobre os diferentes aspectos de discriminação na educação que constituem o ponto 17.1.4 da ordem de dia da sessão;

Depois de ter decidido na sua 10.^a sessão que esta questão seria objecto de uma convenção internacional e também de recomendação aos Estados Membros:

Aprova esta Convenção no dia 14 de Dezembro de 1960.

ARTIGO 1.º

Para efeitos da presente Convenção, entende-se por discriminação toda a distinção, exclusão, limitação ou preferência que, com fundamento na raça, cor, sexo, língua, religião, opinião política ou qualquer outra opinião, origem nacional ou social, condição económica ou de nascimento, tenha a finalidade ou efeito de destruir ou alterar a igualdade de tratamento no domínio de educação e, em especial:

- a) Excluir qualquer pessoa ou um grupo de pessoas do acesso a diversos tipos e graus de ensino;
- b) Limitar a um nível inferior a educação de uma pessoa ou de um grupo;
- c) Sob reserva das provisões do artigo 2 da presente Convenção, instituir ou manter sistemas ou estabelecimentos de ensino separados para as pessoas ou grupos; ou
- d) Colocar uma pessoa ou um grupo numa situação incompatível com a dignidade humana.

2 — Para efeitos da presente Convenção, a palavra «ensino» refere-se ao ensino de diversos tipos e graus e compreende o acesso ao ensino, o nível e a sua qualidade e as condições em que é ministrado.

ARTIGO 2.º

Não são consideradas discriminatórias as seguintes situações no sentido do artigo 1 desta Convenção permitidas pelo Estado:

- a) A criação ou a manutenção de sistemas ou estabelecimentos de ensino separados para os alunos de dois sexos, sempre que esses sistemas ou estabelecimentos ofereçam facilidades equivalentes de acesso ao ensino, disponham de pessoal docente igualmente qualificado, bem como os locais de escolas e equipamento de igual qualidade, e permitam seguir os mesmos programas de estudo ou programas equivalentes;
- b) A criação ou manutenção, por motivos de ordem religiosa ou linguística, de sistemas ou estabelecimentos separados que proporcionem o ensino conforme os desejos dos pais ou tutores legais dos alunos, se a participação nesses sistemas ou a assistência nesses estabelecimentos for facultativa e se o ensino neles proporcionado estiver em conformidade com as normas que as autoridades competentes tenham fixado ou aprovado, em particular para o ensino do mesmo grau;

- c) A criação ou a manutenção de estabelecimentos de ensino privados, caso a finalidade destes estabelecimentos não seja para assegurar a exclusão de qualquer grupo, mas para aumentar novas possibilidades de ensino às que são proporcionadas pelo poder público, sempre que funcionem em conformidade com essa finalidade e que o ensino ministrado corresponda às normas que possam estar prescritas ou apoiadas pelas autoridades competentes, em particular para o ensino do mesmo grau.

ARTIGO 3.º

A fim de eliminar e prevenir qualquer discriminação no sentido da palavra na presente Convenção, os Estados Partes comprometem-se a:

- a) Abolir todas as disposições legislativas e administrativas e abandonar todas as práticas administrativas que envolvam discriminações no domínio do ensino;
- b) Adoptar as medidas necessárias, inclusive disposições legislativas, para que não haja qualquer discriminação na admissão de alunos nos estabelecimentos de ensino;
- c) Não permitir, no que respeita às propinas, à concessão de bolsas ou qualquer outra forma de ajuda aos alunos, nem na concessão de autorizações e facilidades que possam ser necessárias para a continuação dos estudos no estrangeiro, qualquer diferença de tratamento pelo poder público, salvo as que são fundamentadas no mérito ou nas necessidades;
- d) Não permitir na ajuda eventualmente concedida, sob qualquer forma, pelos poderes públicos aos estabelecimentos de ensino, qualquer preferência nem restrição fundamentada unicamente pelo facto de os alunos pertencerem a um determinado grupo;
- e) Conceder aos súbditos estrangeiros residentes no seu território o acesso ao ensino nas mesmas condições que os seus próprios nacionais.

ARTIGO 4.º

Os Estados Partes na presente Convenção comprometem-se ainda a formular, desenvolver e aplicar uma política nacional, visando a promoção, pelos métodos adequados às circunstâncias e práticas nacionais, da igualdade de possibilidades e de tratamento no domínio do ensino e, em especial, a:

- a) Tornar gratuito e obrigatório o ensino primário; generalizar e tornar acessível a todos o ensino secundário nas suas diversas formas; tornar acessível a todos, em condições de igualdade total e segundo a capacidade de cada um, o ensino superior, e assegurar o cumprimento por todos da obrigação escolar prescrita pela lei;
- b) Assegurar em todos os estabelecimentos públicos do mesmo grau um ensino do mesmo nível e condições equivalentes no que se refere à qualidade do ensino proporcionado;
- c) Fomentar e intensificar, por métodos adequados, a educação das pessoas que não tenham recebido instrução primária ou que não a tenham recebido na sua totalidade e permitir que continuem os seus estudos em função das suas aptidões;
- d) Assegurar, sem discriminação, a preparação para a profissão docente.

ARTIGO 5.º

1 — Os Estados Partes desta Convenção acordam que:

- a) A educação deverá ser orientada para o completo desenvolvimento da personalidade humana e para reforçar o respeito dos direitos humanos e das liberdades fundamentais e que deverá fomentar a compreensão, tolerância e amizade entre todas as nações e todos os grupos raciais ou religiosos e promoverá as actividades das Nações Unidas para a manutenção da paz;
- b) Deverá respeitar a liberdade dos pais ou, se for o caso, dos tutores legais de, 1.º, escolher para os seus filhos estabelecimentos de ensino que não sejam os que são mantidos pelo poder público, mas respeitando as normas mínimas fixadas ou aprovadas pelas autoridades competentes e, 2.º, assegurar aos seus filhos, segundo as modalidades de aplicação que determina a legislação de cada Estado, a educação religiosa e moral conforme as suas próprias convicções e que nenhuma pessoa ou grupo de pessoas deverá ser obrigado a receber instrução religiosa incompatível com as suas convicções;
- c) Deverá ser reconhecido aos membros de minorias o direito de exercer actividades docentes que lhes pertencam, entre elas a de manutenção de escolas, e, segundo a política de cada Estado em matéria de educação, utilizar e ensinar a sua própria língua, desde que:
 - i) Este direito não seja exercido de modo a impedir os membros de minorias de compreender a cultura e a língua do conjunto da colectividade e de tomar parte nas suas actividades ou que comprometa a soberania nacional;
 - ii) O nível de ensino nestas escolas não seja inferior ao nível geral prescrito ou aprovado pelas autoridades competentes; e
 - iii) A assistência em tais escolas seja facultativa.

2 — Os Estados Partes da presente Convenção comprometem-se a tomar todas as medidas necessárias para garantir a aplicação dos princípios enunciados no parágrafo 1 deste artigo.

ARTIGO 6.º

Os Estados Partes da presente Convenção comprometem-se a prestar, na aplicação da mesma, a maior atenção às recomendações que vierem a ser aprovadas pela Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, com vista a definir as medidas a tomar para lutar contra as diversas formas de discriminação no ensino, e assegurar a igualdade de possibilidades e de tratamento neste campo.

ARTIGO 7.º

Os Estados Partes da presente Convenção deverão indicar nos relatórios periódicos que enviarão à Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, nas datas e de acordo com o que esta determinar, as disposições legislativas ou regulamentares e outras medidas tomadas para aplicar à presente Convenção, inclusive as que forem adaptadas para formular e desenvolver a política nacional definida no artigo 4.º, bem como os resultados obtidos e os obstáculos encontrados na sua aplicação.

ARTIGO 8.º

Qualquer diferendo entre dois ou vários Estados Partes da presente Convenção respeitante à interpretação ou à aplicação da presente Convenção que não tenha sido resolvido por meio de negociações será submetido, a pedido das partes do diferendo, ao Tribunal Internacional de Justiça para resolução da disputa, na falta de outro procedimento para a solução do diferendo.

ARTIGO 9.º

Não será permitida qualquer reserva à presente Convenção.

ARTIGO 10.º

A presente Convenção não terá o efeito de diminuir os direitos que indivíduos ou grupos possam desfrutar em virtude de acordos firmados entre dois ou mais Estados, sempre que esses direitos não sejam contrários à letra e ao espírito da presente Convenção.

ARTIGO 11.º

A presente Convenção foi redigida em inglês, francês, russo e espanhol, os quatro textos fazendo igualmente fé.

ARTIGO 12.º

1 — A presente Convenção será submetida aos Estados Membros da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura para a sua ratificação ou aceitação, em conformidade com os seus respectivos procedimentos constitucionais.

2 — Os instrumentos de ratificação ou de aceitação serão depositados junto do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

ARTIGO 13.º

1 — A presente Convenção ficará aberta à adesão de qualquer Estado não membro da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura convidado pelo Conselho Executivo da Organização a aderir à mesma.

2 — A adesão far-se-á mediante o depósito de um instrumento de adesão junto do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

ARTIGO 14.º

A presente Convenção entrará em vigor três meses depois da data do depósito do terceiro instrumento de ratificação, aceitação ou adesão, mas unicamente respeitante aos Estados que tiverem depositado os seus instrumentos respectivos de ratificação, aceitação ou adesão nessa data ou anteriormente. Ela entrará em vigor para cada Estado três meses depois do depósito do seu instrumento de ratificação, aceitação ou adesão.

ARTIGO 15.º

Os Estados Partes na presente Convenção reconhecem que a mesma é aplicável não só no seu território metropolitano, mas também em todos aqueles territórios não autónomos, fideicomissos coloniais ou outros cujas relações internacionais estejam a seu

cargo. Os Estados Partes comprometem-se a consultar, caso necessário, o Governo ou outras autoridades competentes desses territórios, antes ou no acto de ratificação, aceitação ou adesão com vista a assegurar a aplicação da Convenção nesses territórios e a notificar o director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura dos territórios aos quais a Convenção se aplicará, notificação que terá efeito três meses após a data da sua recepção.

ARTIGO 16.º

1 — Todo o Estado Parte na presente Convenção poderá denunciá-la em seu nome ou no de qualquer território cujas relações internacionais estejam a seu cargo.

2 — A denúncia será notificada mediante um instrumento escrito que será depositado junto do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

3 — A denúncia tomará efeito doze meses depois da recepção do instrumento de denúncia.

ARTIGO 17.º

O director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura informará os Estados membros da Organização, os Estados não membros a que se refere o artigo 13.º e as Nações Unidas sobre o depósito de todos os instrumentos de ratificação, aceitação ou adesão a que se referem os artigos 12.º e 13.º, bem como sobre as notificações e denúncias previstas nos artigos 15.º e 16.º, respectivamente.

ARTIGO 18.º

1 — Esta Convenção poderá ser revista pela Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura. Contudo, a revisão não obrigará senão os Estados que se tornarem partes da convenção revista.

2 — Caso a Conferência Geral aprove uma nova convenção que constitua uma revisão total ou parcial da presente Convenção, e não havendo disposição em contrário, a presente Convenção deverá estar aberta à ratificação, aceitação ou adesão desde a data de entrada em vigor da nova convenção revista.

ARTIGO 19.º

Em conformidade com o artigo 102.º da Carta das Nações Unidas, a presente Convenção será registada na Secretaria das Nações Unidas a pedido do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

Elaborada em Paris, em 15 de Dezembro de 1960, em dois exemplares legalizados devidamente assinados pelo Presidente da 11.ª sessão da Conferência Geral e pelo director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, que serão depositados nos arquivos da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, cujas cópias devidamente certificadas serão enviadas a todos os Estados referidos nos artigos 12.º e 13.º, como também à Organização das Nações Unidas.

O texto acima é o texto autêntico da Convenção devidamente adoptada pela Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura na sua 11.ª reunião, realizada em Paris e encerrada em 15 de Dezembro de 1960.

Em fé do que, assinaram neste dia 15 de Dezembro de 1960.

O Presidente da Conferência Geral:

Akale-Work Abte-Wold.

O Director-Geral:

Vittorino Veronese.

Copia devidamente certificada.

Paris,

Conselheiro jurídico da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

取締教育歧視公約

(聯合國教育、科學及文化組織大會第十一屆會議於 1960 年 12 月 14 日通過)

聯合國教育、科學及文化組織大會於一九六〇年十一月十四日至十二月十五日在巴黎舉行第十一屆會議，

回顧世界人權宣言確認不歧視原則並宣告人人都有受教育的權利，

考慮到教育上的歧視是侵害該宣言裏所宣佈的各項權利的，考慮到聯合國教育、科學及文化組織的宗旨，按照其組織法的規定，為促進各國間的合作，以促進人人的人權都受到普遍尊重，並且教育機會平等，

認識到聯合國教育、科學及文化組織因此在尊重各國的不同教育制度的同時，不但有義務禁止任何形式的教育歧視，而且有義務促進人人教育上的機會平等和待遇平等，

收到有關教育歧視的不同方面 —— 本屆會議議程項目 17.1.4 —— 若干提案，

曾於第十屆會議時決定就這個問題作出一個國際公約和若干建議，向各成員國提出。

於一九六〇年十二月十四日通過本公約。

第一條

一、為本公約目的，“歧視”一語指基於種族、膚色、性別、語言、宗教、政治或其他見解、國籍或社會出身、經濟條件或出生的任何區別、排斥、限制或特惠，其目的或效果為取消或損害教育上的待遇平等，特別是：

(甲) 禁止任何人或任何一群人接受任何種類或任何級別的教育；

(乙) 限制任何人或任何一群人只能接受低標準的教育；

(丙) 對某些人或某群人設立或維持分開的教育制度或學校，但本公約第二條的規定不在此限；

(丁) 對任何人或任何一群人加以違反人類尊嚴的條件。

二、為本公約目的，“教育”一語指一切種類和一切級別的教育，並包括受教育的機會、教育的標準和素質，以及教育的條件在內。

第二條

一國所容許的下列情況，不應視為構成本公約第一條含義內的歧視：

(甲)對男女學生設立或維持分開的教育制度或學校，如果這些制度或學校提供相等的受教育機會、提供資格同一標準的教員以及同一素質的校舍和設備、並提供研讀同一的或相等的課程的機會的話；

(乙)為宗教上或語言上理由，設立或維持分開的教育制度或學校，以提供一種與學生的父母或法定監護人的願望相符的教育，如果這種制度的參加和這種學校的入學是由人隨意選擇的，而且所提供的教育又符合主管當局所可能規定或批准的標準——特別是在同級教育上——的話；

(丙)設立或維持私立學校，如果這些學校的目的不在於排除任何一群人，而在於在公共當局所提供的教育設施之外另再提供其他教育設施，並且學校的管理是按照這一目的進行，其所提供的教育又符合主管當局所可能規定或批准的標準——特別是在同級教育上——的話。

第三條

為了消除並防止本公約所指的歧視起見，本公約締約各國承擔：

(甲)廢止含有教育上歧視的任何法律規定和任何行政命令，並停止含有教育上歧視的任何行政慣例；

(乙)必要時通過立法，保證在學校招收學生方面，沒有歧視；

(丙)在學費和給予學生獎學金或其他方式的協助以及前往外國研究所必要的許可和便利等事項上，除了以成績或需要為基礎外，不容許公共當局對不同國民作不同的待遇；

(丁)在公共當局所給予學校的任何形式的協助上，不容許任何純粹以學生屬於某一特殊團體這個原因為基礎而定的限制或特惠；

(戊)對在其領土內居住的外國國民，給予與本國國民一樣的受教育機會。

第四條

本公約締約各國並承擔擬訂、發展和實施一種國家政策，以通過適合於環境和國家習俗的方法，促進教育上的機會平等和待遇平等，特別是：

(甲)使初級教育免費並成為義務性質；使各種形式的中等教育普遍設立，並對一切人開放；使高等教育根據個人成績，對一切人平等開放；保證人人遵守法定的入學義務；

(乙)保證同一級的所有公立學校的教育標準都相等，並保證與所提供的教育的素質有關的條件也都相等；

(丙)對那些未受到或未完成初級教育的人的教育以及他們根據個人成績繼續接受的教育，以適當方法加以鼓勵和推進；

(丁)提供師資訓練，無所歧視。

第五條

一、本公約締約各國同意：

(甲)教育的目的在於充分發展人的個性並加強對人權和基本自由約尊重；教育應促進各國、各種族或宗教集團間的了解、容忍和友誼，並應促進聯合國維護和平的各項活動；

(乙)必須尊重父母和(如適用時)法定監護人的下列自由：第一，為他們的孩子選擇非公立的但係符合於主管當局所可能規定或批准的最低教育標準的學校；其次，在所用方法不違背國家執行法律的程序的情況下，保證他們的孩子能按照他們自己的信仰接受宗教和道德教育；任何人或任何一群人不得被強迫接受同他們的信仰不一致的宗教教育；

(丙)必須確認少數民族的成員有權進行他們自己的教育活動，包括維持學校及按照每一國家的教育政策使用或教授他們自己的語言在內，但：

(1)行使這一權利的方式，不得妨礙這些少數民族的成員了解整個社會的文化和語言以及參加這個社會的活動，亦不得損害國家主權；

(2)教育標準不得低於主管當局所可能規定或批准的一般標準；

(3)這種學校的入學，應由人隨意選擇。

二、本公約締約各國承擔採取一切必要的措施去保證適用本條第一款所述的各項原則。

第六條

在適用本公約時，本公約締約各國承擔對聯合國教育、科學及文化組織大會今後為確定對取締各種形式的教育歧視應採取的措施以及為保證教育上的機會平等和待遇平等這個目的而通過的任何建議，予以最大的注意。

第七條

本公約締約各國應在它們按照聯合國教育、科學及文化組織大會將來所規定的日期和方式向該大會提出的定期報告裏，提出

關於下列事項的情報：它們為實施本公約而通過的法律規定和行政規定以及所採取的其他行動，包括為擬訂和發展第四條裏所述的國家政策而採取的行動在內；在實施該政策方面所取得的進展以及所遇到的障礙。

第八條

本公約任何兩個或兩個以上締約國之間可能發生的關於本公約的解釋或適用問題的爭端，如不能經由談判解決時，倘爭端各方提出要求，應於沒有其他解決爭端的方法可用時，提交國際法院裁決。

第九條

對本公約不得作任何保留。

第十條

本公約不得縮減個人或團體根據兩個或兩個以上國家之間締結的協定所可能享有的權利，如果這些權利不違反本公約的條文或精神的話。

第十一條

本公約以英文、法文、俄文和西班牙文寫成，四種文本具有同等效力。

第十二條

一、本公約經由聯合國教育、科學及文化組織各成員國按照它們各自的憲法程序批准或接受。

二、批准書或接受書應交存聯合國教育、科學及文化組織總幹事。

第十三條

一、本公約應開放給非聯合國教育、科學及文化組織成員但經該組織執行局邀請加入本公約的所有國家加入。

二、加入應將加入書交存聯合國教育、科學及文化組織總幹事。

第十四條

本公約應自第三件批准書、接受書或加入書交存之日起三個月後生效，但只對在這一日期或這一日期以前把它們各自的批准書、

接受書或加入書交存的那些國家生效。對於任何其他國家，本公約應於該國把其批准書、接受書或加入書交存後三個月生效。

第十五條

本公約締約各國確認本公約不只適用於它們的宗主領土，而且也適用於所有由它們代負國際關係責任的非自治領土、托管領土、殖民領土和其他領土；它們承擔必要時，在批准、接受或加入本公約時或在這樣做以前，同這些領土的政府或其他主管當局協商，以保證本公約能適用於這些領土，它們並承擔把本公約從而對之適用的那些領土通知聯合國教育、科學及文化組織總幹事，此項通知於總幹事收到之日起三個月後生效。

第十六條

一、本公約每一締約國可以為它自己或為由它代負國際關係責任的任何領土退出本公約。

二、退約應以書面文件通知；該退約書應交存聯合國教育、科學及文化組織總幹事。

三、退約應於總幹事收到退約書後十二個月後生效。

第十七條

聯合國教育、科學及文化組織總幹事應將第十二條和第十三條所述的一切批准書、接受書和加入書的交存，以及第十五條所述的通知和第十六條所述的退約，通知聯合國教育、科學及文化組織各成員國、第十三條所述的非聯合國教育、科學及文化組織成員的國家以及聯合國。

第十八條

一、本公約得由聯合國教育、科學及文化組織大會加以訂正。但任何這種訂正應只對成為訂正公約締約國的那些國家具有拘束力。

二、倘若大會通過一個新的公約去訂正本公約的全部或一部分，那麼，除非這個新的公約另有規定，否則本公約應從新的訂正公約生效之日起，停止開放給各國批准、接受或加入。

第十九條

在聯合國教育、科學及文化組織總幹事提出要求時，本公約應按照聯合國憲章第一百零二條的規定，在聯合國秘書處登記。

一九六〇年十二月十五日訂於巴黎，共兩份作準文本，每份有聯合國教育、科學及文化組織大會第十一屆會議主席及聯合國

教育、科學及文化組織總幹事的簽字；這兩份作準文本應交存聯合國教育、科學及文化組織檔庫，其經證明無誤的副本應分送第十二條和第十三條所述的所有國家和聯合國。

前文是聯合國教育、科學及文化組織大會往巴黎舉行的並於

一九六〇年十二月十五日宣佈閉會的第十一屆會議正式通過的公約的作準文本。

為此，我們於一九六〇年十二月十五日簽字，以昭信守。

GOVERNO DE MACAU

Decreto-Lei n.º 41/98/M

de 21 de Setembro

Pelo Decreto-Lei n.º 15/95/M, de 27 de Março, a Capitania dos Portos de Macau passou a constituir uma direcção de serviços da Administração Pública de Macau.

A experiência colhida após três anos decorridos sobre a aprovação da sua orgânica aconselha a que se proceda a ajustamentos nos seus órgãos e, bem assim, em algumas das competências das suas subunidades orgânicas.

Igualmente se constata a necessidade de proceder a pequenos ajustamentos na orgânica da Escola de Pilotagem de Macau, enquanto subunidade orgânica da Capitania dos Portos de Macau e cujo Regulamento foi aprovado pelo Decreto-Lei n.º 31/95/M, de 17 de Julho.

Nestes termos;

Ouvido o Conselho Consultivo;

O Encarregado do Governo decreta, nos termos do n.º 1 do artigo 13.º do Estatuto Orgânico de Macau, para valer como lei no território de Macau, o seguinte:

Artigo 1.º

(Alterações ao Decreto-Lei n.º 15/95/M, de 27 de Março)

Os artigos 4.º, 5.º, 7.º, 8.º, 10.º, 11.º, 12.º, 13.º, 14.º, 18.º e 19.º do Decreto-Lei n.º 15/95/M, de 27 de Março, passam a ter a seguinte redacção:

Artigo 4.º

(Atribuições)

1. São atribuições da CPM:

- a)
- b)
- c)
- d)
- e)
- f)
- g)
- h)

澳門政府

法令 第41/98/M號

九月二十一日

澳門港務局透過三月二十七日第15/95/M號法令已轉為澳門公共行政當局之司級機關；

港務局之組織核准至今已三年，從所得之經驗，證實現宜調整其機關，以及調整其組織附屬單位之若干權限；

同時，亦證實有需要略為調整作為澳門港務局組織附屬單位之澳門航海學校之組織，該校之規章已由七月十七日第31/95/M號法令所核准。

基於此；

經聽取諮詢會意見後；

護理總督根據《澳門組織章程》第十三條第一款之規定，命令制定在澳門地區具有法律效力之條文如下：

第一條

(修改三月二十七日第15/95/M號法令)

三月二十七日第15/95/M號法令第四條、第五條、第七條、第八條、第十條、第十一條、第十二條、第十三條、第十四條、第十八條及第十九條修改如下：

第四條

(職責)

一、澳門港務局之職責為：

- a)
- b)
- c)
- d)
- e)
- f)
- g)
- h)